

BREXIT : QUEL IMPACT SUR LA SCIENCE EUROPÉENNE ?

Publié le 3 avril 2019



par Michel Claessens

Europe de la Recherche (*)

Sauf coup de théâtre de dernière minute, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sera effective la semaine prochaine, le 12 avril exactement. Si le Brexit est redouté dans nombre de secteurs professionnels, quel sera son impact pour la science européenne ?

On le sait bien, la « fabrication » de la science est affaire mondiale. C'est une tendance lourde : **en Europe, plus de la moitié des publications scientifiques sont aujourd'hui le fruit de collaborations transnationales**. La motivation principale est la nécessité d'impliquer des compétences diverses, qui impose des échanges rapides et soutenus des chercheurs et des idées, ainsi que la mise en commun des ressources financières et techniques.

Fermeement opposés

C'est peu dire que, dans ce contexte, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est une mauvaise nouvelle dont se seraient bien passés les scientifiques britanniques et ... européens. Les chercheurs de sa Majesté n'auront plus accès aux programmes de l'Union européenne, au moins pendant plusieurs mois sinon plusieurs années. Mais les chercheurs européens craignent aussi la distance qui va s'instaurer avec un pays qui figure au premier plan mondial : selon une étude réalisée par l'éditeur Elsevier, le Royaume-Uni produit près de 15% des publications scientifiques les plus citées.

Bien sûr, les liens ne vont pas se couper du jour au lendemain. Au plus fort de la guerre froide,

scientifiques occidentaux et soviétiques ont toujours réussi à échanger et à travailler ensemble. Il reste que la pilule du Brexit passe mal dans la communauté scientifique. A la fin de l'année passée, trente-cinq lauréats du Prix Nobel et d'une médaille Fields alertaient les autorités britanniques et européennes des risques du Brexit, appelant un accord qui permette de maintenir « la coopération la plus étroite possible ». Même son de cloche dans la capitale anglaise : « No-deal is a bad deal for science », concluait la prestigieuse Royal Society. D'après la revue Nature, 83% des scientifiques britanniques sont fermement opposés au Brexit.

L'enjeu des programmes européens

Le Royaume-Uni arrive en tête du nombre de participations dans les programmes de recherche de l'Union européenne (12,8%), qui apportent plus d'un milliard d'euros par an aux chercheurs et entreprises britanniques. Cela reste certes modeste par rapport aux montants totaux consacrés par ce pays à la recherche civile (environ 30 milliards d'euros annuellement) mais les financements de l'Union portent sur des secteurs stratégiques et mobilisent le gratin de la recherche européenne. Raison pour laquelle Mme May s'est fait la voix des chercheurs britanniques en exprimant le souhait de pouvoir participer à Horizon Europe, le nouveau programme-cadre de recherche de l'Union, qui se mettra en place en 2021 avec un budget estimé à environ 100 milliards d'euros. Sauf que, conséquence du Brexit, le Royaume-Uni devrait tomber dans la catégorie des participations internationales, qui concerne les pays « tiers ». La participation sera possible mais a priori sans financement. En dehors de l'Union, seuls les pays dits « associés » ont accès au financement dans tous les domaines car ces pays apportent leur contribution au budget du programme-cadre. C'est le cas par exemple de la Suisse, de la Norvège ou encore de la Turquie. Mais la Commission est en train de revoir les règles de participation.

Une opportunité pour l'UE ?

Le Brexit est donc un saut dans l'inconnu. Vu de Belgique, [Nathalie Brack, chargée de recherches FNRS et Professeure au Département d'Etudes Politiques de l'ULB, reconnaît que la plus grande perte concernera d'abord les chercheurs britanniques](#) : « Du point de vue financier, on voit mal le gouvernement du Royaume-Uni prendre le relais complet des fonds octroyés par l'UE, d'autant moins que ce pays en était le plus grand bénéficiaire. Nous avons reçu des conseils à la prudence quant à d'éventuels projets de recherche à entamer avec des laboratoires britanniques. Bien entendu, des collaborations sont toujours possibles si le Royaume-Uni adopte un statut tel que celui de la Norvège, par exemple. Néanmoins, ce sera aussi dommageable pour les chercheurs des pays restés au sein de l'UE, car les universités britanniques comme Oxford ou Cambridge sont de grands pôles d'attraction pour les chercheurs du monde entier et les échanges y sont donc très riches. Néanmoins, on peut aussi se dire que d'autres centres académiques dans l'UE auront plus de chances d'émerger avec l'absence de ces deux grandes universités. »

Mais au-delà de ces opportunités, le retrait du Royaume-Uni créera nombre de difficultés et fermera bien des portes. Si l'on regarde en arrière, les chercheurs plus âgés se souviennent des nombreuses ouvertures que l'adhésion de leur pays à l'Union leur a apportées en termes de mobilité, d'accueil et d'emploi.

C'est le cas notamment de [Arttu Rajantie, un physicien finlandais de 45 ans qui ne tarit pas d'éloges au sujet de l'Union européenne, que son pays a rejoint en 1995](#) : « A 24 ans, j'ai profité de ce droit extraordinaire à la libre circulation pour effectuer un post-doctorat à l'université de Sussex. Je devais rester deux ans seulement mais je n'ai plus quitté le Royaume-Uni depuis. Une raison est que ce pays est à la pointe dans mon domaine, la physique théorique des particules, et est donc l'une des meilleures places au monde pour moi, professionnellement parlant. L'autre raison, également importante, est que je m'y suis senti bien accueilli, sans aucun obstacle pour mon épouse et plus tard mes enfants. Tout cela grâce à la libre circulation. » Pour un pays comme le Royaume-Uni, dont la moitié des chercheurs sont d'origine étrangère, et pour tous les pays de l'Union, nul doute que le

Brexit laissera un goût amer aux acteurs de la science et de la technologie.

(*) "Europe de la Recherche", notre nouveau rendez-vous

Avec cet article, et à l'occasion de son cinquième anniversaire, Daily Science propose une nouvelle chronique européenne à ses lecteurs, centrée sur l'Europe de la Recherche. Michel Claessens est Docteur en sciences, auteur d'essais sur la science et la technologie et ancien rédacteur en chef du magazine européen research*eu. @M_Claessens